



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES AGRICOLES

DU BRÉSIL : B DE BRICS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

N° 161 – Novembre - Décembre 2021

Sommaire :

Focus du Numéro : Les engagements « méthane » du Brésil pour 2030

Nouvelles technologies agricoles

- Un engrais contre le stress lié aux herbicides
- Lutte biologique contre les tiques dans l'élevage bovin
- Nouveauté dans les transports biosourcés
- Les cultures sous influence gravitationnelle du soleil et de la lune
- Des bovins laitiers génétiquement adaptés aux différences climatiques du Brésil
- Les huiles essentielles pour désinfecter les carcasses et autres aliments

Commerce agro-alimentaire

- Baisse des achats de soja par la Chine
- Baisse provisoire des tarifs douaniers à l'entrée au Brésil
- Divergences européen-brésiliennes sur le commerce de produits agricole
- Une plateforme numérique pour négocier en ligne les produits agricoles

Politiques alimentaires et sécurité sanitaire

- Les abattoirs brésiliens unis pour une amélioration du bien-être des porcs
- Recommandations techniques pour la production de bio-intrants à la ferme
- Guide d'appui à la gestion de la qualité des services vétérinaires de l'Etat
- Approbation réglementaire du blé OGM HB4 tolérant à la sécheresse
- Fin de la suspension de l'exportation de viandes bovines brésilienne en Chine
- L'industrie de la viande demande une révision des règles pour lutter contre le covid-19
- Sécurité sanitaire des aliments commercialisés au Brésil
- Consultation pour définir les exigences d'identité et de qualité du bacon
- Consultation pour le règlement sur l'inspection et la surveillance des produits destinés à l'alimentation animale

Environnement et changement climatique

- Une licence environnementale obligatoire pour les projets d'irrigation
- Un label pour la production de maïs responsable sur le modèle du soja
- La forêt tropicale, un écosystème régénératif
- Avancées de l'élevage en Amazonie : recherche en développement régional dans l'Etat du Rondônia
- De nouvelles cartes des stocks de carbone dans les sols
- Le boom des ventes de biointrants continue

Entreprises et événements

- Club agro du 15 décembre sur le financement de l'agriculture durable
- Webinaire « forêts et affaires : bonnes pratiques entre le Brésil et l'Europe »
- Nomination des nouveaux attachés agricoles brésiliens à l'étranger
- Un chercheur de l'Embrapa élu au Réseau international de la FAO sur la biodiversité des sols

Les engagements « méthane » du Brésil pour 2030

Le Brésil a pris lors de la COP 26 de nouveaux engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre en signant notamment un engagement à réduire de 30% d'ici 2030 ses émissions de méthane. Le cheptel bovin brésilien compte 218,2 M de têtes

de bétail pour une production de CH₄ estimée en 2021 à 13 Mt soit 364 Mt eq CO₂. La réduction envisagée constitue donc un grand défi pour l'élevage brésilien. Au rang des pistes disponibles, l'amélioration génétique des troupeaux ne paraît pas être porteuse de perspectives de réduction substantielle des émissions. En revanche, la maîtrise de l'alimentation, via l'utilisation de rations moins riches en fibres ou l'utilisation de certains nouveaux additifs comme le « Bovaer », autorisé au Brésil et récemment par l'EFSA, est susceptible de diminuer de manière significative les émissions. Pour autant, l'utilisation des solutions de type « alimentaires » appelleraient des changements drastiques dans les pratiques d'élevage brésiliennes. En effet, les bovins brésiliens sont très majoritairement élevés à l'herbe et l'usage des « feeds lots » pour l'engraissement terminal concerne aujourd'hui seulement 20% du cheptel. Par ailleurs, cet engraissement terminal ne permettrait pas à lui seul de réduire de manière si importante les émissions de méthane.

Il existe cependant au Brésil des labels « viandes carbone neutre » développé par L'EMBRAPA en partenariat avec l'entreprise Marfrig. Dans ces modèles, basés sur l'intégration agriculture-forêt, les émissions de méthane et de carbone sont intégralement compensés via la capture du carbone par la croissance d'arbres destinés ensuite à la production de bois dits immobilisés (meubles, construction). Ces modèles sont particulièrement intéressants mais changent drastiquement les modes d'élevage habituels du Brésil et demandent un fort accompagnement technique. Dans ce contexte, de nombreuses études et initiatives sont mises en avant comme par exemple l'étude « [Ações de Descarbonização da Pecuária até 2030](#) », publiée par le nouvel Observatoire de la Bioéconomie de la Fondation Getulio Vargas (FGV), ou les travaux de la Société de recherche agricole du Minas Gerais (EPAMIG) sur les flux de carbone du sol. Cependant l'élevage bovin, s'il est très majoritaire, n'est pas le seul émetteur de méthane dans le domaine agricole. La culture du riz irrigué dans certains types d'itinéraires techniques peut aussi atteindre un facteur d'émission de méthane élevé d'après une [étude](#) de l'Embrapa.

LE CHIFFRE À RETENIR

364 MT EQ
CO₂

C'est l'équivalent en carbone des émissions annuelles de méthane par le cheptel brésilien

Nouvelles technologies agricoles

Un engrais contre le stress lié aux herbicides

Un nouvel engrais ([Arquard ImpactND](#)) a été développé pour permettre de réduire les effets du stress des plantes après l'utilisation d'herbicides chimiques. Il combine cet effet anti-stress à une augmentation de la translocation des micronutriments dans les plantes. Le produit fonctionne en induisant la production de phytoalexines, d'hormones et de tanins, entraînant une désintoxication des plantes après le stress provoqué par l'utilisation d'herbicides. Cet engrais utilisable notamment dans les cultures de soja, de maïs et de coton permettrait grâce à cette réduction du « stress herbicide » des augmentations de productivité de l'ordre de 10%.

Lutte biologique contre les tiques dans l'élevage bovin

Une [étude](#) de l'Embrapa s'est intéressée aux techniques de lutte biologique contre les tiques chez les bovins de différentes régions du Brésil. Cette méthode appelée « Lone Tick », s'appuie entre autre sur la rotation des pâturages avec un vide sanitaire de 84 jours, période au cours de laquelle les larves de tiques meurent dans le sol en raison du manque d'animaux à parasiter. Grâce à cette méthode une réduction de 82% de la population de parasites peut être obtenue. Or chaque tique correspond à la perte d'1g de viande par an. La méthode réduit par ailleurs l'utilisation de médicaments vétérinaires (ivermectines) qui finissent par favoriser la sélection de parasites résistants à ces molécules.

Nouveauté dans les transports biosourcés

Les derniers mois ont été riches en événements pour le secteur des biocarburants au Brésil. Tout d'abord, le président Jair Bolsonaro a ratifié la [loi 14.248/2021](#) créant le programme national de biokérosène pour inclure l'aviation dans le système de mix énergétique incluant des biocarburants commun au Brésil dans le système des transports. Pour autant, le président a dans le même temps pris la décision de fixer le pourcentage de biodiesel présent dans tout le diesel vendu au Brésil à 10% en 2022 plutôt que 14% comme prévu). Le front parlementaire des biocarburants (FPBio) a déclaré y voir un « coup mortel » porté au secteur des biocarburants.

Les cultures sous influence gravitationnelle du soleil et de la lune

Une [étude](#) récente menée par l'Université d'État de Campinas (Unicamp) au Brésil, en partenariat avec l'Université de Bristol (Royaume-Uni), montre que l'activité biologique des organismes végétaux ou animaux est étroitement associée aux flux et reflux gravitationnels générés par la mécanique orbitale du système Soleil-Terre-Lune.

Des bovins laitiers génétiquement adaptés aux différences climatiques du Brésil

Le stress thermique interfère directement sur la production de lait et plus la vache est productive, plus l'impact est élevé. Grâce à un outil génomique appelé [Clarifide Girolando](#), développé par l'EMBRAPA, il est désormais possible d'identifier et de classer les animaux en fonction de leur sensibilité au stress thermique. L'outil génomique de l'Embrapa a ainsi pour ambition de développer des troupeaux laitiers adaptés aux stress climatiques spécifiques des

différentes régions brésiliennes puisque le Brésil est un pays avec de grandes variations climatiques, ce qui rend impossible d'unifier un modèle génétique unique pour l'ensemble du territoire national.

Les huiles essentielles pour désinfecter les carcasses et autres aliments

A l'heure où le Brésil a demandé l'ouverture auprès de l'OMC de « consultations avec l'UE » au sujet des critères de salmonelles sur les produits importés, une [étude](#) de l'Embrapa sur l'usage antibactérien des huiles essentielles appelle l'attention. Elle montre que parmi 41 huiles analysées, les huiles essentielles de thym, d'origan et de poivre romarin présentent des activités inhibitrices intéressantes contre deux agents pathogènes d'origine alimentaire très communs – Salmonella typhimurium et Staphylococcus aureus. Ces huiles se sont montrées efficaces en les appliquant directement sur les aliments. Des tests doivent encore être menés pour définir la quantité d'huile nécessaire pour contrôler la présence de bactéries sans altérer les aspects organoleptiques des produits. Ces huiles essentielles sont dans l'ensemble reconnues comme sûres par la FDA (Food and Drug Administration), et pourraient ainsi être utilisées comme conservateurs naturels dans les aliments au Brésil ou en désinfection des carcasses, notamment de volailles.

Commerce agro-alimentaire

Baisse des achats de soja par la Chine

Les importations de soja de la Chine en octobre ont chuté de 41,2% par rapport à l'année précédente, atteignant le plus bas niveau depuis mars 2020, selon les données des douanes. Dans le même temps, mais bien sûr sans lien direct, la recherche chinoise annonce avoir réussi à synthétiser grâce à des

bactéries une protéine qui lui permettra de réduire sa dépendance envers le soja importé. L'Institut de recherche sur l'alimentation animale de l'Académie chinoise des sciences agricoles (CAAS), a indiqué que la production de 10 M t. de cette nouvelle protéine équivaut à 28 M t. de soja importé et permettrait également de réduire de 250 M t. les émissions de CO₂.

Baisse provisoire des tarifs douaniers à l'entrée au Brésil

Le Brésil a décidé de réduire de 10% ses tarifs douaniers jusqu'au 31/12/2022 afin d'essayer de contenir l'inflation qui a dépassé les 10% au cours des dix derniers mois. Cette mesure a été justifiée par le gouvernement au nom de « l'urgence de la situation » en matière d'inflation. Certains produits sont toutefois exclus de cette diminution générale des tarifs douaniers comme, dans le secteur alimentaire, les produits laitiers.

Divergences européen-brésiliennes sur le commerce de produits agricole

Suite à la COP 26, plusieurs Ministres brésiliens ont réagi vivement au projet de texte européen visant à interdire l'importation dans la communauté européenne de six produits de base provenant de zones déboisées. Ce projet prévoit en effet d'interdire l'importation de soja, de café, de bœuf, de cacao, de bois et d'huile de palme issus de la déforestation qu'elle soit légale ou non. Suite à cette annonce, le gouvernement brésilien a mis en garde l'UE contre une éventuelle discrimination, un parti pris protectionniste et une violation des règles internationales dans ce projet. Dans ce contexte l'ambassadeur de l'union européenne au Brésil a profité de l'organisation par la DLUE d'un webinar sur « les chaînes d'approvisionnement au Brésil de viande bovine et de cuir » pour défendre les positions européennes en matière de déforestation importée et laisser entendre que cette réglementation pourrait constituer une opportunité pour aider à avancer sur la

ratification de l'accord UE-Mercosur. Dans le même temps, le Brésil a entamé auprès de l'OMC une procédure de consultation auprès de l'Union européenne (UE) au sujet des barrières à l'entrée de la viande de volaille brésilienne dans les 27 pays du bloc européen. D'après le Brésil, l'Union européenne imposerait des « contrôles sanitaires discriminatoires en fixant des critères microbiologiques en matière de salmonelles différents entre les viandes fraîches de volailles et celles saumurées ». En effet, du fait de tarifs douaniers plus intéressants, la majorité des exportations de viandes de volailles brésiliennes vers l'Europe ont peu à peu évolué des viandes fraîches vers les viandes saumurées. Selon l'Itamaraty, il n'existerait aucun critère technique ou scientifique justifiant l'application par l'UE de critères microbiologiques plus stricts pour la détection de salmonelles dans les produits transformés à base de viande (comme les viandes saumurées) que dans les viandes fraîches. Pour autant, comme la plupart des textes européens en la matière, ce texte a été soumis pour validation scientifique à l'EFSA.

Une plateforme numérique pour négocier en ligne les produits agricoles

« One stop shop » est une plateforme numérique qui vise à organiser les marchés agricoles et intègre trois univers majeurs : l'achat, la vente, les services et accessoires. Elle est dédiée à la négociation des fruits, légumes et autres produits végétaux. Grâce au service [Open Solo](#), elle permet aux acheteurs et aux vendeurs de négocier directement les uns avec les autres, au niveau national et international.

Politiques alimentaires et sécurité sanitaire

Les abattoirs brésiliens unis pour une amélioration du bien-être des porcs

Selon les dispositions d'un récent texte réglementaire brésilien ([B de Brics N°158](#)), à partir de janvier 2045, les cages de gestation individuelle pour les truies seront interdites pour les élevages porcins. Face à ce délai particulièrement long négocié par le MAPA avec la profession, les principaux conditionneurs de viande au Brésil se sont publiquement engagés à exiger des enclos collectifs chez 100 % de leurs fournisseurs entre 2025 et 2029. Selon l'ONG Alianima, plus de 50 % des truies brésiliennes seraient d'ores et déjà hébergées en installations collectives.

Recommandations techniques pour la production de bio-intrants à la ferme

Une nouvelle [note technique](#) vient encadrer la très controversée possibilité réglementaire de fabriquer des intrants à la ferme au Brésil. Cette production de bio-intrants à la ferme, très économique, est déjà répandue dans les exploitations. Une réglementation est nécessaire car il existe un risque que des produits de mauvaise qualité détruisent l'image favorable des bio-intrants. Cette note technique souligne trois principes de base qui doivent être suivis pour assurer la sécurité et la qualité du processus : fabrication des seuls produits autorisés par le MAPA, enregistrement préalable auprès du MAPA et présence d'un responsable technique habilité.

Guide d'appui à la gestion de la qualité des services vétérinaires de l'Etat

Le Secrétariat de la « défense agricole » (SDA) du MAPA a lancé le Guide des indicateurs de qualité des services vétérinaires pour améliorer l'évaluation de la qualité des services vétérinaires de l'État (SVE). Le Guide contient des indicateurs pour mesurer et comparer la qualité et la performance des services vétérinaires dans le pays. Ce guide vise ainsi à protéger la santé humaine et animale et à permettre

l'accès des produits brésiliens aux marchés les plus exigeants.

Approbation réglementaire du blé OGM HB4 tolérant à la sécheresse

L'importation au Brésil de farine de blé HB4 obtenue à partir de la première variété mondiale de blé OGM a reçu l'approbation du ministère de la Science, de la Technologie et des Innovations (MCTI). Pour autant, la commercialisation des produits obtenus à partir de ce blé, dont la culture n'est pas encore permise au Brésil, fait polémique. La culture de ce blé a été autorisée en Argentine ([B de Brics N°160](#)) et le Brésil est le principal marché d'exportation de la production de blé argentin. Or les professionnels brésiliens de la panification se sont dits opposés à la commercialisation de cette farine au Brésil pour ne pas perdre de marchés à l'export.

Fin de la suspension de l'exportation de viandes bovines brésiliennes en Chine

Après plus de 100 jours de suspension des exportations de viandes bovine brésiliennes en Chine ([B de Brics N°160](#)), les autorités chinoises ont annoncé la possibilité de reprise des exportations pour les viandes dont le certificat sanitaire est postérieur au 15 décembre.

L'industrie de la viande demande une révision des règles pour lutter contre le covid-19

Avec l'évolution favorable de la pandémie au Brésil et les progrès de la vaccination dans le pays, l'agrobusiness a demandé que le gouvernement fédéral assouplisse l'ordonnance interministérielle qui a fixé les mesures de prévention du COVID dans les établissements agroalimentaires. Les principales revendications concernent l'éloignement des personnels lors du transport des employés par les

entreprises et la possibilité pour les femmes enceintes de retourner au travail.

Sécurité sanitaire des aliments commercialisés au Brésil

Le MAPA a publié dans l'Ordonnance 448/2021 les résultats du Programme National de Contrôle des Déchets et des Contaminants dans les produits d'origine végétale (PNCRC végétal) pour 2019 et 2020. [L'annexe I](#) de l'ordonnance énumère le pourcentage de détection de résidus ou de substances dans les échantillons de plusieurs cultures. Sur 2601 échantillons : 89% des échantillons sont conformes et 11 % non conformes. Selon l'enquête, sur les 89 % conformes, 49 % des échantillons ne présentaient aucun résidu ni contaminant et 40 % présentaient des valeurs inférieures à la LMR établie au Brésil. Sur les 11% de produits non conformes : 10 % sont liées aux résidus de pesticides et 1% à la présence de contaminants chimiques ou microbiologiques, tels que Salmonella ou des mycotoxines.

Consultation pour définir les exigences d'identité et de qualité du bacon

Le MAPA a publié [l'ordonnance 449/2021](#) soumettant à consultation publique un projet de règlement pour définir les exigences d'identité et de qualité pour le bacon. La consultation est ouverte MAPA du 22 novembre 2021 au 21 janvier 2022.

Consultation pour le règlement sur les produits destinés à l'alimentation animale

Le MAPA a publié [l'ordonnance 432/2021](#) soumettant à consultation publique une proposition de révision du décret 6.296/2007, qui prévoit les conditions d'inspection et la surveillance des produits destinés à l'alimentation animale. Parmi les changements figurent la nouvelle classification des établissements, les nouvelles exigences d'enregistrement, la

modification de l'enregistrement des établissements, l'enregistrement et l'exemption d'enregistrement pour les produits. Le document comprend également des articles relatifs aux importations et exportations des produits destinés à l'alimentation animale.

Environnement et changement climatique

Une licence environnementale obligatoire pour les projets d'irrigation

La Commission de l'agriculture, de l'élevage, de l'approvisionnement et du développement rural de la Chambre des députés a approuvé le [projet de loi 5085/20](#), qui prévoit l'octroi obligatoire d'une licence environnementale pour la mise en œuvre des projets d'irrigation. Ce projet instaure une classification de ceux-ci en fonction de la taille de la zone irriguée et de la méthode d'irrigation utilisée (arroseeur, localisé ou superficiel). Les projets qui intègrent les équipements et les méthodes d'irrigation les plus efficaces pour la réduction de la consommation d'eau et d'énergie seront prioritaires pour obtenir ces licences environnementales.

Un label pour la production de maïs responsable sur le modèle du soja

L'association RTRS (Round Table on Responsible Soy Association) annonce le lancement d'un nouveau label pour certifier la production responsable du maïs. Celui-ci est basé sur le même modèle que celui du soja (RTRS) puisque le maïs est généralement inclus dans la rotation des cultures de soja. Ce nouveau label est disponible pour les producteurs de soja déjà certifiés RTRS. Des changements dans la norme RTRS soja ont également été annoncés pour reposer sur cinq principes : la conformité légale et les bonnes

pratiques commerciales, les conditions de travail responsables, les bonnes relations avec les communautés, la responsabilité environnementale et les bonnes pratiques agricoles. La nouvelle version prendra effet à partir de décembre pour les nouvelles certifications et les producteurs qui ont déjà le label RTRS auront un délai d'un an pour se mettre aux nouvelles normes (rotation des cultures, le non-travail du sol et le respect des droits des peuples autochtones et l'environnement).

La forêt tropicale, un écosystème régénératif

Une [étude](#) publiée dans la revue *Science* montre que par le processus de régénération, les forêts tropicales dans les zones dégradées récupèrent en 20 ans environ 80% de leur stock de carbone, de la fertilité des sols et de la diversité des arbres. La recherche promeut la régénération naturelle comme une solution peu coûteuse pour atténuer les effets du changement climatique et contribuer à la conservation de la biodiversité. Les scientifiques ont conclu que les forêts tropicales et leurs sols sont plutôt résilients mais qu'il faut cependant 120 ans pour que l'ensemble des attributs se rétablissent. En général, la récupération la plus rapide est celle du sol (fertilité), en moins de dix ans et celle du fonctionnement de l'écosystème, en moins de 25 ans. Puis vient le rétablissement de la structure et de la diversité de la forêt, qui se produit entre 25 et 60 ans, tandis que la reprise de la biomasse en surface et de la composition des espèces, est plus lente avec plus de 120 ans.

Avancées de l'élevage en Amazonie : recherche en développement régional dans l'État du Rondônia

L'e-book gratuit [« Advances in livestock in the Amazon: research in regional development in Rondônia »](#) apporte des données scientifiques promouvant l'élevage durable dans cet État du Brésil. L'élevage bovin correspond à 57,4% de la valeur

brute de la production agricole (VBP) de l'Etat du Rondônia pour 2021 ce qui le place comme le principal exportateur de bœuf et de lait dans la région nord du Brésil. Les chapitres détaillent des itinéraires techniques pour l'exploitation du bétail dans la région amazonienne, présentent les caractéristiques du sol et des associations bénéfiques entre plantes fourragères et développe des méthodes pour améliorer l'efficacité de la reproduction des troupeaux de bovins.

De nouvelles cartes des stocks de carbone dans les sols

Dans le cadre du Programme national d'étude et d'interprétation des sols du Brésil (PronaSolos), les nouvelles [cartes](#) du stock de carbone organique des sols brésiliens ont été publiées. Elles permettent de connaître la distribution du carbone dans les sols du Brésil, dans différentes régions, États, municipalités, biomes et aux frontières agricoles en vue notamment de définir des stratégies et l'orientation des politiques publiques, sur la « décarbonation » de l'agriculture et la « recarbonation » des sols, telles que le plan ABC+. Ces nouvelles cartes présentent une image détaillée du carbone organique stocké dans le sol brésilien jusqu'à une profondeur de 2 mètres, avec une résolution spatiale de 90 mètres. Par comparaison, les cartes précédentes publiées en 2017, présentaient une analyse sur une profondeur de 0 à 30 cm, avec une résolution de 1 km.

Le boom des ventes de biointrants continue

Une enquête, à accès restreint, de la BIP montre que le marché total des bio-intrants biologiques a évolué avec une croissance de 37% des ventes par rapport au cycle 2019-2020 au Brésil. Parmi la vente des bio-intrants, les bio-défenseurs et les bio-nématicides représentent 43% des ventes, les bio-insecticides 25% et les bio-fongicides 9%. Les bio-pesticides ont traité 21% des cultures de soja, soit environ 7,9 millions d'hectares, 50% de la canne à sucre (4,5

millions d'hectares); 67 % du coton (857 000 hectares) et 13 % du maïs de seconde saison (1,89 million d'hectares). Pour les autres cultures évaluées, avec un poids économique inférieur, les bio-pesticides traitent 19 % des superficies de culture de haricots (145 000 hectares), 5 % pour le café (102 000 hectares), 4 % pour le maïs d'été (144 000 hectares), 22 % pour les tomates (7 700 hectares) et 7 % pour les pommes de terre (6 160 000 hectares).

Entreprises et événements

Club agro du 15 décembre : financement de l'agriculture durable

Un webinaire du club agro traitant des « perspectives pour le financement de l'agriculture durable brésilienne » a eu lieu le 15/12/2021. Il a permis de faire un panorama des outils financiers disponibles, des évolutions en cours sur ce secteur et d'identifier certaines faiblesses qui pourraient être comblées. Sont intervenus Laetitia Dufay de l'AFD, Philippe SERRES de Proparco, Olivier Colas (Funchal investments) et Jose pugas de (JPS). Le replay du webinaire est accessible à cette [adresse](#).

Webinaire « forêts et affaires : bonnes pratiques entre le Brésil et l'Europe »

Dans le cadre du partenariat des déclarations d'Amsterdam (The Amsterdam Declarations Partnership – ADP), l'Ambassade de France a organisé, un webinaire « Forêts et affaires : bonnes pratiques entre le Brésil et l'Europe », pour évoquer la production durable et sans déforestation. La France est l'actuel président du groupe ADP et promeut, aux côtés de 8 pays (Belgique, Norvège, Allemagne, Italie, Danemark, Espagne, Pays-Bas et Royaume-Uni), la coordination des politiques et les synergies entre les chaînes d'approvisionnement et les

initiatives des pays producteurs. Le séminaire en portugais et en anglais, a eu lieu en deux parties :

[Première partie](#), « Chaînes de production durables », avec les entreprises (Marfrig, Klabin, Ferrero, Unilever, L'Oréal, Puratos, DVT) pour discuter des chaînes de production sans déforestation.

[Deuxième partie](#), « Investissements durables » avec des investisseurs (Bradesco, Santander, JGP, Storebrand, Nordea) pour discuter des garanties d'investissement, du financement de la traçabilité et des instruments innovants. [Rendez-vous sur la chaîne YouTube de l'Ambassade de France](#).

Nomination des nouveaux attachés agricoles brésiliens à l'étranger

Le Brésil comptera désormais 28 attachés agricoles brésiliens auprès des représentations diplomatiques à l'étranger, contre 27 auparavant. En effet, [12 nouveaux attachés agricoles](#), se préparent à prendre leurs fonctions dans les missions diplomatiques brésiliennes à l'étranger. Parmi eux, 11 remplaceront des attachés à des postes déjà créés mais la ville de Berlin, en Allemagne, a fait l'objet d'une création de poste et disposera, pour la première fois, d'un attaché agricole brésilien.

Un chercheur de l'Embrapa élu au Réseau international de la FAO sur la biodiversité des sols

Le chercheur de l'Embrapa, George Brown, vient d'être élu parmi les représentants du Réseau international sur la biodiversité des sols (NETSOB), créé par la FAO, lors d'un événement lié à la Journée mondiale des sols. Le chercheur sera responsable d'un groupe de travail qui traite de la mesure, de l'évaluation et du suivi de la biodiversité des sols dans le monde.



Investissements prévus dans le secteur agricole au Brésil (source Bradesco : novembre 2021)

Entreprise	Secteur	Montant en millions (BRL)	Période	Investissements
3tentos	Agro-industrie	450	/	Construction d'une unité de réception de céréales, de broyage de soja et production de biodiesel au Mato Grosso
Cacau Show	Alimentaire	100	/	Construction d'une nouvelle usine à Linhares (ES)
De Heus	Alimentaire	40	2021-2022	Modernisation et augmentation de la capacité de production à Tolède (PR) et Itaberai (GO)
Estella Galicia	Boisson	2000	/	Usine de bière à Araraquara (SP)
Forever Oceans	Alimentaire	300	2021-2023	Construction de 2 fermes marines, d'un laboratoire pour la production de poissons Olho de Boi et d'une unité réfrigérée
Gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul	Agriculture	275	2022	Investissement dans l'agriculture familiale et le suivi des événements climatiques. Objectif de construire 1500 réservoirs d'eau en plus des barrages sur les propriétés rurales. Installation de stations météo pour fournir des prévisions climatiques en temps réel.
Wyndham	Boisson	300	2022	Construction d'une structure oenotouristique à Vale dos Vinhedos (RS) avec aire de jeux et musée du vin

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international